

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Paysage politique: et voici le "Mouvement mon Gabon"!

CM  
Libreville/Gabon

Le microcosme politique vient de s'enrichir d'un nouveau venu. Il s'agit du Mouvement mon Gabon (MMG). Une structure qui a effectué sa toute première sortie samedi dernier à Libreville. Le "MMG", faut-il le souligner, est bâti sur les cendres d'une autre association, "Jeunesse en Mouvement". Selon ses fondateurs, ce nouveau mouvement entend "apporter la lumière dans un champ politique gabonais en manque de clarté". Les responsables du "Mouvement mon Gabon", dont son président Habib Tchinga, soutiennent que leur association entend réapprendre aux uns et aux autres à "aimer leur pays", et à le placer au-devant de toute démarche politique. Revenant sur l'idéologie dudit mouvement, le secrétaire général, Dr Simon Zue Obiang, l'a présenté comme étant "un regroupement de patriotes désireux de faire de la politique un instrument au service du bien-être commun." Selon lui, "la politique doit en effet retrouver son sens originel dans notre façon de la pratiquer. C'est-à-dire qu'elle doit redevenir l'art de gérer la cité, de chercher les voies et moyens pour rendre la vie des citoyens agréable. Partant de ce principe, Mon Gabon entend être avant tout un mouvement citoyen et républicain." Et l'orateur de poursuivre: "Notre action consiste donc à proposer, sensibiliser, participer à l'éducation civique de nos compatriotes quels qu'ils soient, peu importe leur provenance politique, ethnique, linguistique, religieuse, etc.". Et à ceux qui se poseraient la question de savoir si MMG est située dans l'opposition ou dans la majorité républicaine et sociale pour l'émergence qui soutient le président Ali Bongo Ondimba, le secrétaire général du Mouvement répond: "Mon Gabon ne s'oppose ni à personne ni à aucun parti politique. Par contre il lutte contre les actions et les comportements anti-citoyens et anti-républicains".



Photo: CM

Les initiateurs du MMG au sortir de la présentation de leur plateforme.

## La coopération gabono-algérienne évoquée à la Primature

LE Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, s'est entretenu, hier, avec le ministre algérien du Commerce, Saïd Djellab. Entretien élargi à son homologue gabonais, Jean-Marie Ogandaga et à l'ambassadeur d'Algérie au Gabon, Mohamed Andar Daoud.

ONDOUBA'NTSIBAH  
Libreville/Gabon

EN mission à Libreville dans le cadre de la "foire algérienne" qui s'est ouverte, hier au Jardin Botanique, le ministre algérien du Commerce, Saïd Djellab, était l'hôte du chef du gouvernement, Julien Nkoghe Bekale, quelques heures avant l'ouverture de ladite foire. Cet entretien auquel ont assisté le ministre Jean-Marie Ogandaga (Commerce) et l'ambassadeur d'Algérie au Gabon, Mohamed Andar Daoud, a essentiellement porté sur la coopération entre Libreville et Alger.

Le ministre Djellab a exprimé au Premier ministre la volonté et l'engagement des autorités algériennes de renforcer les relations commerciales entre nos deux pays. Il a fait part de ce que l'Algérie veut lancer une nouvelle dynamique commerciale et économique dans la sous-région d'Afrique centrale.

"L'organisation de cette 3e édition en terre gabonaise prouve l'excellence des rapports de coopé-



Photo: DR

Au terme de leur entretien, le ministre algérien du Commerce, Saïd Djellab, a remis un présent au Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale.

Le ministre Djellab a exprimé au Premier ministre la volonté et l'engagement des autorités algériennes de renforcer les relations commerciales entre nos deux pays.

bon aux partenaires au développement. "L'organisation de cette foire témoigne de l'excellence

ration qui lie le Gabon et l'Algérie", a-t-il indiqué. Estimant que c'est le lieu pour les hommes d'affaires des deux pays de nouer des contacts. Pour sa part, le ministre Jean-Marie Ogandaga a rassuré les investisseurs algériens quant au bon climat des affaires qu'offre le Gabon aux partenaires au développement.

des relations qui existent entre nos deux pays et entre nos deux présidents qui sont les locomotives de cette coopération", a-t-il déclaré.

Jean-Marie Ogandaga a, en outre, souligné que les autorités gabonaises se battent pour mettre en place les conditions visant à garantir et protéger les investissements. C'est pourquoi, poursuivra le membre du gouvernement gabonais, "il serait urgent de mettre en place un cadre juridique, notamment un Conseil qui permettra aux hommes d'affaires de se connaître et de créer des synergies."

Et de souligner: "Nos chefs d'État veulent que la coopération Sud-Sud soit axée sur des actions concrètes."

## Tribune des partis politiques

### L'effet domino!

TEL un château de cartes, la Coalition pour la nouvelle République (CNR), conduite par Jean Ping, candidat malheureux à la dernière élection présidentielle, s'étirole de jour en jour. En atteste la récente sortie du bois de Frédéric Massavala-Mamboumba, ex-porte-parole de la CNR qui vient de se désolidariser de ce camp. Tout comme d'autres avant lui: René Ndemézo Obiang, Jonathan Ntoutoume Ngome, Guy Nzouba Ndama, pour ne pas les citer. Le discours de Frédéric Massavala-Maboumba et ses devanciers, à quelques différences près,

est identique. (...) L'élection présidentielle de 2016 est trop loin derrière nous, il est trop tard d'en parler", a-t-il lâché sans ambages la semaine dernière.

L'argument évoqué ne manque pas de pertinence. N'en déplaise aux farouches militants et sympathisants de cœur. Le discours jusqu'au-boutiste a donc fini par lasser ou presque. C'est sous ce prisme qu'il convient d'analyser la pique "assassine" de Guy Nzouba Ndama, lâchée peu après le scrutin présidentielle de 2016: "La politique n'est pas un métier".

À ce propos, le constat empirique démontre à suffisance que la politique de "la terre brûlée" ou de la "chaise vide", c'est selon, est plus préjudiciable qu'autre chose. Le boycott prôné par une frange de l'opposition, dont la CNR, aux élections législatives de 2018 en constitue la parfaite illustration.

Et pour cause, le fait pour ce rassemblement de continuer de s'arc-bouter, plus de trois ans après la dernière élection présidentielle, sur "sa victoire volée", selon son leader, l'aura privé de toute tribune légale d'expression. En

analysant froidement la situation, c'est un truisme d'affirmer que la CNR a perdu de son charme, en raison de l'attitude attendiste de son chef de file. Une situation normale dont les partisans de la première heure ont bel et bien conscience. D'où les défections et autres démissions en cascade enregistrées depuis lors. Lesquels départs risquent de se propager à grande échelle au fil du temps. Peut-être est-il temps de vendre une autre offre politique, ou tout au moins adopter une autre stratégie pour exister... ?